

**Communiqué de presse**

Mardi 23 mars 2010

## Sortir de la crise grâce à l'esprit d'entreprise et à la confiance en soi

Conférence de presse annuelle 2010

**L'économie suisse a relativement bien passé l'année 2009 en comparaison internationale. La crise est ressentie plus durement qu'elle n'est en réalité. economiesuisse aspire à améliorer l'acceptation de l'économie au sein de la société. L'organisation faitière de l'économie lance un appel à la responsabilité entrepreneuriale et à la confiance en soi.**

L'économie suisse s'est contractée de 1,5 % l'an dernier. Notre pays se trouve en relativement bonne posture par rapport aux pays européens. D'après Gerold Bühler, président d'economiesuisse, « la crise est ressentie bien plus durement qu'elle n'est en réalité ». Il a donc appelé les entreprises à prendre leurs responsabilités. Des objectifs à long terme, la fiabilité et la transparence sont plus importants que jamais. Il est également essentiel que la Suisse parle d'une seule voix sur les questions de politique étrangère, au lieu de se mettre sur la défensive. En outre, notre politique étrangère doit aussi défendre nos intérêts de politique économique extérieure. En effet, la voie bilatérale garantit l'accès au marché de l'UE et, simultanément, une autonomie aussi étendue que possible en matière de politique économique. Une analyse de la politique européenne réalisée par economiesuisse montre que la Suisse aura plus de difficultés à conclure de nouveaux accords avec l'UE à l'avenir. Néanmoins, Gerold Bühler a estimé qu'« il n'y a pas d'autre option que la voie bilatérale ».

### **Éviter d'aggraver inutilement la situation déjà difficile de l'industrie**

Johann N. Schneider-Ammann, vice-président d'economiesuisse et président de Swissmem, dresse un bilan mitigé pour l'industrie helvétique. Dans certains segments, les commandes ont reculé de 50 %, voire 60 %. L'industrie suisse semble pourtant s'être stabilisée même si elle l'a fait à un niveau bas. La baisse de l'euro entrave maintenant la reprise. Au vu du contexte général, il est important que la Suisse évite de faire cavalier seul et renonce à prendre des décisions dommageables à l'économie. Dans le cadre de la politique climatique, cela n'a pas de sens, écologiquement et économiquement, d'obliger les entreprises à réduire les émissions de gaz à effet de serre exclusivement en Suisse. M. Schneider-Ammann condamne aussi les tentatives de monter la place économique contre la place financière. Le président de Swissmem a déclaré : « Nous soutenons l'Association suisse des banquiers dans ses efforts en vue de trouver une issue rapide aux problèmes actuels, qui ressemblent à une sorte d'état de siège ». La reprise de l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE, la stratégie de l'« argent propre » et l'impôt libérateur vont dans la bonne direction.

**Ayons confiance en nous au lieu de donner dans l'autocritique !**

D'après Pascal Gentina, président de la direction d'économiesuisse, le niveau d'endettement de la Suisse reste modéré après la crise. D'autres pays ne peuvent pas en dire autant. La Suisse doit certes relever des défis, mais elle est en bonne position pour le faire. Il n'y a aucune raison de se remettre en question en permanence et de céder des avantages concurrentiels trop facilement. Au contraire, la Suisse doit penser à ses atouts, car la pression exercée par les pays étrangers s'intensifiera au vu de l'endettement élevé de nombreux pays. Pascal Gentina a appelé à davantage de cohésion nationale : « Ne pas défendre nos intérêts de politique économique stratégiques avec assurance et d'une seule voix, c'est desservir notre pays. Nous devons contrer la pression exercée depuis l'extérieur – avec assurance, sérénité et unité ».

Pour toutes questions :  
Cristina Gaggini, directrice romande  
Téléphone : 078 781 82 39  
Cristina.gaggini@economiesuisse.ch

## Conférence de presse annuelle

Mardi 23 mars 2010

Seul l'exposé prononcé fait foi

# L'esprit d'entreprise pour sortir de la crise

Gerold Bühler, président d'economiesuisse

Sans aucun doute, l'économie suisse a subi un fort ralentissement en 2009. Elle s'est contractée de 1,5 % l'an dernier. Le taux de chômage a augmenté. La récession était réelle. Ce n'est pas une question d'appréciation. Et permettez-moi de le dire sans détour, les milieux économiques prennent également au sérieux les inquiétudes concernant l'emploi. Néanmoins, force est de constater que la récession est moins marquée en Suisse que dans les autres pays européens. Dans l'espace européen, le PIB a baissé de 3,8 % en moyenne, sachant que l'Allemagne – qui reste le principal marché d'exportation pour les produits suisses – a accusé une baisse de son PIB de 4,8 % en 2009 par rapport à l'année précédente. Même si notre économie ne tourne pas à plein régime, un regard au-delà des frontières montre que nous nous portons bien mieux que nos voisins.

Nous avons tout lieu d'en être fiers. La grande majorité de nos entreprises sont en bonne posture. Les restructurations effectuées par le passé portent leurs fruits. **La place économique bénéficie aussi des réformes antérieures. La Suisse est attrayante pour les entreprises. Grâce à la libre circulation des personnes, nous attirons également une main-d'œuvre hautement qualifiée, ce qui accroît la productivité et soutient la croissance.**

D'une manière générale, les chiffres parlent en faveur de notre pays. La crise est ressentie bien plus durement qu'elle n'est en réalité. On peut comparer le phénomène à un épisode de forte bise hivernale : les températures paraissent plus basses qu'elles ne sont réellement. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays.

La situation sur le marché du travail, un facteur déterminant pour la population, le confirme. Même si nous ne pouvons pas encore lever l'état d'alerte, le taux de chômage en Suisse est moins élevé que ce que l'on craignait. Il s'élève à 4,4 % et est de moitié inférieur à celui de l'UE. Des actions déterminées ont permis de renforcer encore la compétitivité de l'économie suisse. Les exportations retrouvent déjà une certaine vigueur après la baisse de l'an dernier. Néanmoins, nous ne pouvons relâcher les efforts déployés à tous les niveaux. economiesuisse table certes aussi sur une croissance modérée cette

année, mais la situation économique reste fragile. **Ces prochaines années, l'endettement colossal des pays de l'OCDE nécessitera des hausses d'impôt et des programmes de réduction des dépenses, ce qui freinera dangereusement la croissance.** Les véritables moteurs de la croissance restent avant tout les marchés extra-européens.

C'est une autre affaire que de maîtriser la perception de la crise. Elle se traduit par une perte de confiance de la population vis-à-vis des milieux économiques et politiques. Quelles conséquences devons-nous tirer de cette crise ? Et comment pouvons-nous éviter que le climat fasse sombrer davantage encore la conjoncture et confiance ? Je développerai ma réponse selon cinq axes :

### **1 Conception des rôles et enseignements de la crise**

À l'échelle mondiale, les conséquences de la crise financière, de la récession et de la spirale de l'endettement remettent en question non seulement les gouvernements, mais aussi les représentants de l'économie. **Il est compréhensible que la société voie d'un mauvais œil des dirigeants empochant des bonus se chiffrant en millions, même lorsque les entreprises enregistrent de mauvaises performances.** À mon avis, ce sont en premier lieu les personnes concernées qui doivent corriger le problème par un comportement responsable.

En ce qui concerne le débat sur l'initiative « contre les rémunérations abusives », il convient d'établir des **règles claires** pour la rémunération des dirigeants de sociétés ouvertes au public **afin d'accroître la transparence et la participation des actionnaires.** Nous donnons toujours la priorité à une solution permettant de combattre les abus et, simultanément, de préserver les intérêts de la place économique. De ce fait et dans l'optique d'une mise en œuvre rapide, le contre-projet indirect nous semble optimal. Entre autres parce qu'il permettrait éventuellement d'éviter à notre pays une campagne de votation épuisante dans une période difficile.

Par le passé, l'économie n'a probablement pas toujours condamné suffisamment vigoureusement les abus dans ce domaine. Depuis quelque temps, le mécontentement suscité pèse particulièrement sur le débat. **Les entreprises font partie de la société. Le comportement et les valeurs qu'elles incarnent doivent être compris par la population.** Dans notre démocratie directe, il est donc indispensable que l'économie garde aussi le sens de la mesure. Cependant, **je m'oppose fermement à ce que les entreprises dans leur ensemble soient prises en otage dans ce débat.** En cette période de crise économique, je vois beaucoup d'entrepreneurs et de managers qui défendent leur entreprise, engagent leur fortune et renoncent à certaines dépenses privées afin d'investir et de garantir des emplois. C'est uniquement ainsi qu'il a été possible de freiner la hausse du chômage. Cet esprit d'entreprise, doublé d'un dialogue constructif avec les partenaires sociaux, fait la force de notre économie et lui permet de résister en temps de crise.

La société réclame des emplois sûrs : paradoxalement, les entreprises ne peuvent en fournir que si l'environnement les autorise à prendre des risques. Cela ne fonctionne que si la liberté d'entreprise est garantie. C'est à cette condition qu'elles peuvent générer de la prospérité. Nous devons donc défendre des valeurs libérales précisément parce que le vent souffle en sens contraire. Cela doit être plus que jamais une tâche centrale d'économiesuisse. Et au contraire, la mentalité « casco complète » et les restrictions au fonctionnement des marchés étouffent l'économie et nuisent aux fondations sur lesquelles repose la redistribution sociale.

## **2 Défis de la place financière : mettre en œuvre résolument la nouvelle stratégie**

economiesuisse soutient la stratégie du Conseil fédéral concernant la place financière, laquelle est axée sur un modèle commercial et des avoirs déclarés. Face à la pression exercée par certains pays, **le Conseil fédéral et l'économie doivent impérativement parler d'une seule voix et agir avec détermination dans ce domaine.** L'érosion observée sur certaines positions fondamentales risque de susciter d'autres revendications. Permettez-moi de clarifier un point en ce qui concerne la thèse reprise ici et là des intérêts divergents de la place économique et de la place financière : la force de la Suisse vient du fait qu'elle possède une industrie, un secteur des services et une place financière compétitifs. Au sein d'economiesuisse, les débats sont menés dans cette optique constructive.

## **3 L'économie doit miser sur la fiabilité et le long terme**

La crise financière a mis au jour de gros risques. Entretemps ces risques se sont considérablement réduits. Cette crise nous aura certainement appris une chose : ces risques ne sont pas seulement virtuels. Pour les évaluer, il faut adopter une approche globale. Il n'est pas non plus possible de simplement les transférer à d'autres. Malgré le développement des départements de « compliance », au final c'est toujours la direction des entreprises qui assume les responsabilités. Et la multiplication des contrôles et des mécanismes de contrôle a un prix. Si des améliorations apparaissent légitimes, il faut toujours veiller à la qualité des réglementations et garder le sens des proportions. Plutôt que **de céder à l'activisme et vouloir se profiler à tout prix, il convient d'agir de manière réfléchie et avec circonspection.** Enfin, les dirigeants doivent prendre leurs responsabilités et mettre la priorité sur l'évolution de l'entreprise à long terme.

## **4 Relations extérieures : évitons d'être poussés sur la défensive**

La Suisse est le quatrième partenaire commercial de l'UE, après les États-Unis, la Chine et la Russie. Nous avons l'image d'un petit État, ce que nous sommes, bien que nous soyons très dynamiques sur le plan économique. Ce n'est pas sans conséquences. Nous sommes devenus des concurrents sérieux dans plusieurs domaines. D'autres États nous voient davantage comme une menace dans le contexte de la concurrence entre place économique, et plus seulement comme un pays ami. **Quand d'autres jouent des coudes, nous ne devons pas immédiatement nous mettre sur la défensive.** Nous devons nous faire à l'idée que nous ne sommes pas appréciés de tout le monde.

Nous devons, plus que jamais, défendre nos intérêts. Notre politique étrangère doit aussi être une politique économique extérieure. Et nous devons davantage jouer de nos atouts dans nos rapports avec l'extérieur. Pour le faire en période de crise, il faut rallier les forces. Or, précisément en temps de crise, nous tendons à l'autocritique dans les médias.

En tant que Schaffhousois, je sais que quand la bise souffle, il faut s'habiller chaudement. C'est une histoire de couches. Notre pays ne doit pas s'exposer sans s'être convenablement emmitouflé. Il ne faut pas s'effondrer ni perdre ses esprits au premier signe de désaccord de l'extérieur.

## **5 Politique européenne : pas d'autre solution que la voie bilatérale**

En matière de politique économique extérieure, l'UE joue un rôle central en raison des liens étroits qui nous lient. C'est la raison pour laquelle economiesuisse se penche régulièrement sur notre politique européenne. Notre organisation fait preuve de pragmatisme. Notre comité a abordé ce thème au cours d'une retraite, et un rapport détaillé sera publié sur le sujet au printemps. Ce rapport évalue six scénarios politiques et examine les domaines qui font l'objet de négociations et d'autres pour lesquels des négociations pourraient s'avérer utiles. **Les scénarios sont évalués sur la base de critères macroéconomiques portant sur la compétitivité, l'accès au marché et la souveraineté de la politique économique.**

Dans chaque dossier, le rapport présentera la situation des branches et les conditions spécifiques au domaine. Au vu de la forte dynamique réglementaire, les dossiers sont assimilés à des « cibles mobiles » : de nombreux points sont encore ouverts, aussi du côté de l'UE. C'est le cas en particulier en ce qui concerne le développement du droit fiscal et les services financiers. À l'heure actuelle, il n'est pas certain que des négociations s'ouvrent entre la Suisse et l'UE pour la conclusion d'un accord sur les services financiers. En effet, l'UE exige actuellement la reprise de toutes les règles relatives aux services, ce que le Conseil fédéral a récemment rejeté.

**L'objectif suprême de la politique européenne doit être de garantir l'accès aux marchés et de préserver au maximum la souveraineté en politique économique.** Jusqu'ici, nous avons obtenu de bons résultats avec la voie bilatérale. L'analyse de la situation montre clairement que la Suisse aura plus de difficultés, ces prochaines années, à conclure de nouveaux accords avec l'UE. Cela découle principalement de l'hétérogénéité des intérêts économiques de l'UE et des problèmes structurels croissants de la majorité des États membres. **Cependant, après l'évaluation de tous ses avantages et inconvénients, la voie bilatérale reste la meilleure option pour la politique économique. Il n'y a pas d'autre solution.**

Dans ce contexte, un aspect est souvent négligé : c'est celui des coûts des réglementations. Ces derniers ont été estimés – par la Commission européenne – à près de 420 milliards d'euros par an pour les entreprises européennes. Il est maintenant prévu de les faire baisser de 25 %. Du point de vue des entreprises, des coûts aussi élevés affaiblissent considérablement la compétitivité générale. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la Suisse fasse mieux que les États de l'UE et figure parmi les pays les plus compétitifs dans le classement du WEF. À cela s'ajoute que nous disposons d'une plus grande marge de manœuvre pour négocier des accords de libre-échange avec des pays extra-européens.

La Suisse doit faire un usage raisonnable de sa marge de manœuvre de politique économique ! Indépendamment de la forte compétitivité actuelle, l'état d'esprit actuel ne doit pas entraîner un blocage des réformes en faveur de l'économie de marché, ni une diminution de la souplesse accordée aux entreprises. **Les velléités de cloisonner les marchés et le penchant pour la sur-réglementation, que ce soit en Suisse ou au sein de l'UE, nous inquiètent.**

Si la voie bilatérale devait s'avérer plus ardue ces prochains temps, cela tiendrait aussi au fait que les discussions au sein de l'UE elle-même sont devenues plus difficiles. Il serait faux pour autant de penser que la Suisse subirait moins de pressions si elle était membre de l'UE. Au contraire, **la pression fiscale et la lutte contre les destinations fiscales attrayantes se poursuivra au cours de ces prochaines années au sein de l'UE en conséquence de l'endettement gigantesque des États.**

economiesuisse établit une nouvelle fois des priorités dans son rapport annuel. Chacun de nos thèmes centraux est accompagné d'exigences concrètes visant à améliorer la qualité du site économique. **Malgré la bise, nous devons tenir le cap, c'est-à-dire poursuivre des réformes en faveur de l'économie de marché et préserver notre solidité financière.** C'est à cette condition que nous pourrions surmonter également les crises à l'avenir. Ce faisant, nous nous ouvrirons des opportunités économiques que d'autres pays nous envieront plus tard. La voie du succès ne passe pas par des programmes conjoncturels titanesques, mais par une politique de croissance à long terme fondée sur l'économie de marché.

## Conférence de presse annuelle

Mardi 23 mars 2010

Seul l'exposé prononcé fait foi

# La situation de l'industrie, la problématique monétaire, l'énergie, place industrielle et place financière

Johann N. Schneider-Ammann, vice-président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

### Situation de l'industrie

L'économie suisse s'est bien défendue en 2009 par rapport à celle d'autres pays. Cela vaut naturellement aussi pour l'industrie, même si des évolutions diverses ont été observées au sein de notre branche. Ainsi, l'industrie pharmaceutique a été beaucoup moins affectée par le ralentissement conjoncturel mondial que l'industrie MEM. Cette dernière a même enregistré une baisse de l'activité totalement inédite. Plus concrètement :

Quand nous parlons d'un recul des commandes de 25 % pour l'ensemble de l'industrie MEM, c'est une moyenne. Dans certains domaines, la baisse a été nettement plus marquée avec une réduction de 50 %, voire 60 %. Et pourtant, même pendant cette mauvaise année, l'industrie MEM a été à l'origine de 35 % des exportations helvétiques et d'une grande partie de la valeur ajoutée industrielle en Suisse.

Nous pouvons donc affirmer à bon droit que le ralentissement de l'activité économique n'est pas causé par une baisse de notre compétitivité internationale par rapport à l'an dernier. Et, nous n'avons pas cédé des parts de marché à nos concurrents allemands, italiens ou japonais. La baisse d'activité de notre industrie à l'échelle globale est une conséquence de la récession mondiale.

Dans notre secteur, les exportations ont connu une évolution très différente selon les branches, mais la tendance était clairement négative. On observe également des différences au sein d'un même segment comme celui de la construction de machines. Dans le domaine des machines-outils et des machines textiles, la contraction a dépassé les 40 % en 2009, alors que le recul était plus modéré dans le domaine des machines de conditionnement et des remplisseuses (-17,9 %).

Quelques améliorations sont déjà perceptibles. Les secteurs touchés les premiers par la crise sont aussi les premiers à lentement se remettre. Au dernier trimestre 2009, le segment des machines textiles affichait par exemple une baisse de 6,3 % par rapport à la même période de 2008. Ces évolutions qui ne sont plus si mauvaises ont de quoi nous réjouir, mais il faut reconnaître que le niveau reste toujours très bas.

Quelles sont les prévisions des entreprises industrielles exportatrices pour les douze prochains mois ?

D'après l'enquête trimestrielle menée auprès des sociétés membres de Swissmem, plus de la moitié des entreprises interrogées s'attendent à une amélioration des commandes en provenance de l'étranger au cours des douze prochains mois – ce qui correspond presque aux prévisions en matière d'exportation – et plus d'un tiers tablent sur la poursuite de l'évolution actuelle.

Les entreprises attendent des impulsions positives principalement des marchés asiatiques. Pour Hong-Kong et la Chine, quelque 54 % des personnes interrogées s'attendent à une « amélioration » des perspectives d'exportation et seulement 7 % environ à une « évolution négative ». Par contre, elles ne s'attendent pas à des impulsions dignes de ce nom de la part de certains marchés d'exportations européens comme l'Espagne et le Portugal. Tous marchés confondus, les optimistes sont à peu près aussi nombreux que les pessimistes. Cela indique que nous nous sommes stabilisés, mais à un niveau relativement faible. Nous devons veiller sur cette stabilité afin de pouvoir aller de l'avant et nous préparer à la reprise.

La situation monétaire nous compliquera la tâche :

**Politique monétaire – l'euro est faible : un taux de change de 1,50 fr. serait bénéfique pour nous**

Comme si la gestion de la récession mondiale n'était pas suffisante, le franc suisse s'est récemment apprécié par rapport à l'euro. Jusqu'à la mi-décembre 2009, le cours de l'euro avoisinait 1,51 ; depuis il est tombé à 1,44 et parfois plus bas encore. L'appréciation du franc arrive à un très mauvais moment. Notre compétitivité en termes de prix est mise à mal et il existe un risque réel que nous perdions des parts sur un marché très concurrentiel – avec un volume en forte diminution.

Mon propos n'est pas de demander une intervention de la Banque nationale. Sa décision d'accepter l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro jusqu'à un certain point contribue, selon nous, à lutter contre l'inflation. Il est évident que la BNS doit résorber à temps les énormes liquidités créées à la suite de la faillite de Lehman Brothers. Le volume de monnaie de banque centrale a été multiplié par plus de 2,5 dans un intervalle très court. La résorption de ces liquidités doit permettre d'éviter l'apparition de l'inflation dans un futur proche, soit dans deux ans environ. En effet, une inflation supérieure à 2 % compliquerait encore davantage l'activité de notre industrie.

Par conséquent, il ne nous reste plus qu'à avaler cette pilule amère pour le bien de l'évolution à moyen terme. Toutefois, et je n'en fais pas un mystère, tôt ou tard nous franchirons réellement le seuil de douleur. La BNS en est consciente et elle dit bien qu'elle n'admettrait pas une appréciation excessive. Reste à savoir ce qu'on entend par excessif ? Je peux vous dire que nos entreprises sont à l'aise avec un cours de 1,50. S'il baisse en dessous, cela implique des mesures contribuant à accroître la productivité.

Dans ce contexte, il est important que nous ne fassions pas cavalier seul dans d'autres domaines, ce qui m'amène à parler de la politique énergétique et en particulier de la politique climatique :



### **Loi sur le CO<sub>2</sub> : la Suisse doit éviter de faire un cavalier seul climatique**

Nous pouvons être fiers que la Suisse soit un des rares pays qui atteindra les objectifs de Kyoto. Cette prouesse a été rendue possible uniquement grâce à la contribution de l'économie. De leur propre volonté, de nombreuses entreprises ont fixé des objectifs de réduction concrets avec l'Agence de l'énergie pour l'économie, comme c'est le cas de l'industrie du ciment. L'industrie MEM suisse, à elle seule, a réduit ses émissions de CO<sub>2</sub> de 45 % depuis 1990.

Une décision de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-N) nous a toutefois surpris, voire inquiétés. La CEATE-N a décidé dans le cadre de la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub> d'aller bien au-delà des objectifs fixés par le Conseil fédéral. Ainsi, la réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre doit avoir lieu intégralement en Suisse. Il ne sera plus possible de compenser des émissions à l'étranger comme l'avait proposé le Conseil fédéral. De plus, ce dernier pourrait porter l'objectif de réduction à 40 % dans la mesure où cela est conforme avec les accords internationaux.

La CEATE-N n'a pas précisé comment ces objectifs devraient être atteints. Selon des calculs déjà effectués par la Confédération (perspectives énergétiques 2035), il apparaît clairement que les coûts de diminution des émissions liés à un tel objectif seraient considérablement plus élevés qu'une stratégie de compensation équilibrée entre la Suisse et l'étranger. D'après les perspectives énergétiques de la Confédération, les prix des combustibles et des carburants fossiles devraient être doublés pour que nous puissions les atteindre uniquement grâce à des mesures déployées en Suisse. Les coûts pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dépasseraient 200.- fr. par tonne. À titre de comparaison, avec la même somme investie à l'étranger, nous pourrions réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de plus de 10 tonnes. Une telle voie ne saurait être sensée, que ce soit du point de vue écologique ou économique.

Ce durcissement des objectifs climatiques nationaux ne tient absolument pas compte de l'issue des négociations climatiques de Copenhague en décembre 2009. Comme vous le savez, le sommet de Copenhague n'a pas abouti à des décisions contraignantes et les négociations se poursuivent. Dans ce contexte, la décision de la CEATE-N revient au final à faire cavalier seul dans la politique climatique, même s'il est vrai que l'UE a également formulé un tel objectif. Mais l'UE est constituée d'un grand nombre de pays, ce qui lui laisse une bien plus grande marge de manœuvre pour compenser les émissions sur son territoire. Et l'UE, ce n'est pas encore le monde entier ! Un tiers des exportations de l'industrie MEM sont vendues hors de l'UE, des marchés sur lesquels les entreprises industrielles suisses sont confrontées à d'importants concurrents extra-européens. Nous nous opposons donc à cette évolution dans l'intérêt de la place industrielle suisse. En matière de politique climatique, nous ne pouvons et ne devons avancer que de façon concertée à l'échelle internationale. Cette initiative nationale pénaliserait l'industrie helvétique dans le contexte de la concurrence internationale, sans influencer les changements climatiques à l'échelle mondiale. A la limite, la production sera déplacée ailleurs. Les émissions de CO<sub>2</sub> seraient par conséquent générées dans d'autres pays et en plus nous perdrons des emplois industriels. La Suisse doit assumer ses responsabilités de politique climatique sans sacrifier son industrie. Celle-ci a fait sa part par le passé. Nous soutenons même, pour l'essentiel, les propositions du Conseil fédéral en vue de la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, mais pas la nouvelle orientation de la CEATE-N qui mettrait en jeu un modèle couronné de succès.

### **La place industrielle et la place financière**

Je ne souhaite pas conclure sans parler des liens entre la place industrielle et la place financière. Il est trop facile de vouloir constamment les monter l'une contre l'autre. Visiblement, cette vision prédomine.

Swissmem s'engage pour le maintien et le renforcement de la place industrielle et intellectuelle suisse. Nous ne combattons pas quelqu'un. Nous souhaitons ardemment que la place financière soit un partenaire fort, sans être uniquement tourné vers lui-même, avec pour tâche de contribuer à ce que l'économie suisse prospère et puisse offrir du travail et des perspectives au plus grand nombre possible de personnes.

Dans l'industrie, nous sommes habitués à penser à long terme. Nos investissements seront amortis dans cinq ans peut-être ou seulement dans dix ans ou plus. S'il y a bien une chose que nous ne comprenons pas, c'est que la recherche du succès à court terme guide une partie de la place financière. Sachant qu'elle représente une infrastructure pour la place industrielle et intellectuelle, il est nécessaire de mieux concilier nos horizons respectifs.

Le secret bancaire n'est pas le problème. Ce serait plutôt la manière dont il est appliqué. À mes yeux, l'évolution par rapport à l'article 26 de l'OCDE, la stratégie de l'« argent propre » et l'impôt libérateur est compréhensible et efficace pour tous. Toutefois, l'« argent propre » signifie seulement que le déposant devra annoncer qu'il a déclaré ses avoirs. La responsabilité reste intégralement chez lui. Cela ne doit pas entraîner le renversement du fardeau de la preuve. Et s'il ne se déclare pas « clear and net », il a toujours la possibilité d'accepter l'impôt libérateur. S'il refuse également cela, il ne pourra plus être client d'une banque suisse. En résumé, nous soutenons l'Association suisse des banquiers dans ses efforts en vue de trouver une issue rapide et claire aux problèmes actuels, qui ressemblent à une sorte d'état de siège.

Le résultat du débat au Conseil national concernant l'initiative sur les rémunérations abusives est connu. Cet été, ce sera au Conseil des États de se prononcer. Du point de vue de la place industrielle, l'élaboration d'un contre-projet indirect incisif et bien ficelé par le Parlement serait judicieuse afin que l'initiative puisse être retirée au dernier moment. Les corrections nécessaires doivent être apportées pour que ce projet ne pénalise pas durablement la place économique suisse. Sur ce point aussi la place industrielle et intellectuelle tire à la même corde que la place financière, représentée par l'Association suisse des banquiers.

## Conférence de presse annuelle

Mardi 23 mars 2010

Seul l'exposé prononcé fait foi

# Ayons confiance en nous au lieu de donner dans l'autocritique !

Pascal Gentinetta, président de la direction

Mesdames, Messieurs,

Les commentaires dans les médias concernant les débats menés en Suisse sur des questions de politique économique extérieure sensibles attestent quotidiennement que nous sommes les champions de l'autocritique. Et ce, indépendamment des faits concrets. Dans ces querelles internes typiquement helvétiques, nous négligeons le fait que la Suisse fait probablement partie des pays qui ont maîtrisé la crise économique et financière de la manière la plus exemplaire. C'est ce qui ressort de plusieurs classements internationaux – également celui de BusinessEurope, l'organisation faitière de l'économie européenne. Nous pouvons d'ores et déjà oser prédire que la Suisse comptera au final parmi les gagnants de la crise économique malgré les difficultés économiques indéniables que notre pays rencontre. La clé se trouve dans la voie autonome, réfléchie et flexible sur laquelle la Suisse s'est engagée – associée à un réseau d'accords bilatéraux conclus avec nos partenaires commerciaux importants au sein de l'UE. En cette période d'agitation, il faut se garder d'occulter ces éléments. Nous pouvons y puiser pour alimenter notre confiance en nous. Parfois, une attitude plus sereine nous ferait du bien.

Voici, pour rappel, quelques faits : en 2008 et 2009, des États du monde entier ont adopté des plans financiers d'une ampleur sans précédent en vue de stabiliser la conjoncture. En Suisse aussi nous avons adopté trois programmes de stabilisation, en plus des impulsions de politique monétaire de la BNS et des impulsions fiscales, afin d'atténuer les conséquences sur l'économie d'une baisse conjoncturelle abrupte. Dans cette constellation, le frein à l'endettement a largement fait ses preuves. Contrairement à d'autres pays, nous avons créé une marge de manœuvre de politique financière quand l'économie se portait bien en prévision de crises éventuelles – de sorte que nous n'accusons aujourd'hui qu'un endettement modéré. Nous devons conserver ce cap et continuer de viser la durabilité. Dans cette optique, nous devons mettre en œuvre rigoureusement le programme de consolidation et transposer rapidement l'idée du frein à l'endettement dans les assurances sociales. Ces mesures contribueront à instaurer une politique financière équilibrée sur la durée. Tous les pays

ne peuvent pas en dire autant : les engagements pris ont alourdi l'endettement public, au point que la moyenne pour l'OCDE se situe à 100 % pour 2010. L'augmentation massive de l'endettement public prend au dépourvu de nombreux pays qui déjà avant la crise ne menaient pas une politique financière pouvant être qualifiée de durable.

Les experts sont unanimes : une fois que la crise conjoncturelle sera maîtrisée, les gouvernements devront s'attaquer à la tâche herculéenne de revenir à un politique financière durable et de définir des stratégies de sortie de crise crédibles. À défaut, les pays concernés risquent d'être entraînés dans une spirale de l'endettement sans fin dont ils auront du mal à s'extirper et qui pourrait aboutir à la faillite de l'État. Les conséquences concrètes de ces évolutions sont aussi fatales : un service de la dette en forte augmentation a pour effet d'évincer d'autres tâches de l'État dans les budgets publics, en particulier celles à caractère d'investissement. Par ailleurs, des troubles sociaux sont prévisibles car les ressources pour les questions sociales feront défaut, en raison de l'inévitable effet d'éviction de la hausse des intérêts passifs. Des corrections radicales devront être effectuées simultanément afin de présenter des stratégies crédibles pour sortir de la crise de l'endettement. La crise survenue en Grèce donne un premier aperçu des conséquences désastreuses d'un endettement excessif (ajouté à une quasi-inertie dans le traitement des questions clés de politique économique) : la différence de taux d'intérêt entre les titres des États grec et allemand s'est fortement creusée depuis que les marchés n'excluent plus une faillite du premier. Les spéculations sur la capacité de la Grèce à garantir le service de la dette ont aussi affaibli l'euro. Il est aisé d'imaginer ce qui se passerait si un autre pays de la zone euro, plus grand, connaissait des problèmes de refinancement et se retrouvait sous les feux des projecteurs.

Une spirale de l'endettement internationale serait aussi dommageable pour notre pays pourtant relativement bien préparé :

- Premièrement, elle accroîtrait le risque de turbulences monétaires et d'une appréciation momentanée excessive du franc suisse. La Banque nationale a déjà dû intervenir il y a peu pour éviter une appréciation excessive de notre monnaie. Les interventions sur le marché ne vont pas sans poser de problème par rapport aux attentes des acteurs concernés : les interventions sur le marché monétaire peuvent inciter les acteurs du marché à s'appuyer excessivement sur les taux de change nominaux actuels et à ne pas s'assurer suffisamment contre une appréciation du franc suisse.
- Deuxièmement, des impôts supplémentaires et des réductions des dépenses s'imposeront dans de nombreux pays de l'OCDE afin de maintenir un certain équilibre budgétaire. Cela limitera la croissance économique et entraînera une baisse de la demande de produits et services helvétiques à l'étranger. Cela vaut en particulier pour une nation exportatrice comme la Suisse.
- Troisièmement, le franc suisse a tendance à s'apprécier dans ce contexte, ce qui renchérit nos produits à l'étranger.
- Quatrièmement, l'offre importante de titres d'État pourrait induire un phénomène d'éviction : des emprunts d'émetteurs privés pourraient être évincés du marché ou leurs auteurs pourraient être contraints d'accepter un coût du crédit nettement plus élevé. Une spirale internationale de l'endettement serait aussi dommageable pour l'économie suisse.

Si nous ne regardons que les chiffres, force est de constater que la Suisse est en bonne posture. Il est indéniable que le monde change et que la Suisse doit être capable de s'adapter face à l'émergence de nouvelles conditions-cadre. Notamment en ce qui concerne la reprise de l'article 26 du modèle de convention de l'OCDE. Il y a aussi des excès et des incitations négatives qu'il convient de supprimer de manière ciblée et sans discussion. Cependant, il n'y a aucune raison de nous remettre en question en permanence dans tous les domaines et de céder tous les avantages concurrentiels unilatéralement et de manière précipitée en présence de pressions de l'étranger. Des débats nationaux tous azimuts

sur le sort du secret bancaire, sur l'initiative Minder, sur les régimes fiscaux cantonaux ou sur la problématique des entreprises trop grandes pour faire faillite en sont les meilleurs exemples. Au contraire, nous, les Suisses, pouvons penser à nos forces de manière sereine et confiante. Sachant que d'autres pays sont aux prises avec une explosion de l'endettement et une paralysie structurelle, il pourrait être tentant de se servir dans le substrat fiscal de la Suisse avec des arguments moraux discutables. De même, il pourrait être tentant de mettre des bâtons dans les roues de la Suisse alors que la voie bilatérale est couronnée de succès. Nous ne devons pas nous faire d'illusions. La vraie pression vient de l'étranger et s'intensifiera à l'avenir. Ne pas défendre nos intérêts de politique économique stratégiques avec assurance et d'une seule voix, c'est desservir notre pays. Nous devons donc nous préparer à affronter une période difficile et donner la preuve de notre unité. Nous devons contrer la pression exercée depuis l'extérieur – avec assurance, sérénité et unité.

23. März 2010

# Jahresmedienkonferenz economiesuisse 2010

# Referenten

- ▶ **Gerold Bühler, Präsident economiesuisse**  
*„Mit Unternehmergeist aus der Krise“*
- ▶ **Johann N. Schneider-Ammann, Vizepräsident economiesuisse, Präsident Swissmem**  
*„Lage der Industrie, Währungsproblematik, Energie, Werkplatz und Finanzplatz“*
- ▶ **Pascal Gentinetta, Vorsitzender der Geschäftsleitung economiesuisse**  
*„Selbstvertrauen statt Selbstzerfleischung!“*

Jahresmedienkonferenz 2010

# Mit Unternehmergeist aus der Krise



Gerold Bühler,  
Präsident economisesuisse



# Wege aus dem Stimmungstief

Die gefühlte Krise ist heftiger als die tatsächlich messbare! Hier muss der Hebel angesetzt werden:

- ▶ Rollenverständnis der Wirtschaft
- ▶ Konsequenzen für den Finanzplatz
- ▶ Langfristigkeit in der Wirtschaft
- ▶ Aussenbeziehungen
- ▶ Europapolitik

# Kernpunkte für den Weg aus der Krise

## ▶ **Rollenverständnis der Wirtschaft**

*Für die Entlohnung von Publikumsgesellschaften braucht es klare Regeln zur Verbesserung der Transparenz und der Mitwirkung der Aktionäre.*

## ▶ **Konsequenzen für den Finanzplatz**

*economiesuisse unterstützt die Finanzplatzstrategie des Bundesrates.*

## ▶ **Langfristigkeit in der Wirtschaft**

*Die Unternehmensleitung muss ihre Verantwortung wahrnehmen und dabei die langfristige Entwicklung ins Zentrum stellen.*

# Kernpunkte für den Weg aus der Krise

## ▶ **Aussenbeziehungen**

*Unsere Aussenpolitik muss immer mehr auch Aussenwirtschaftspolitik sein. In Krisenzeiten braucht es Geschlossenheit.*

## ▶ **Europapolitik**

*Der bilaterale Weg sichert den Marktzutritt zur EU und gewährleistet eine möglichst hohe Souveränität der Wirtschaftspolitik. Es gibt dazu keine Alternative.*

Jahresmedienkonferenz 2010

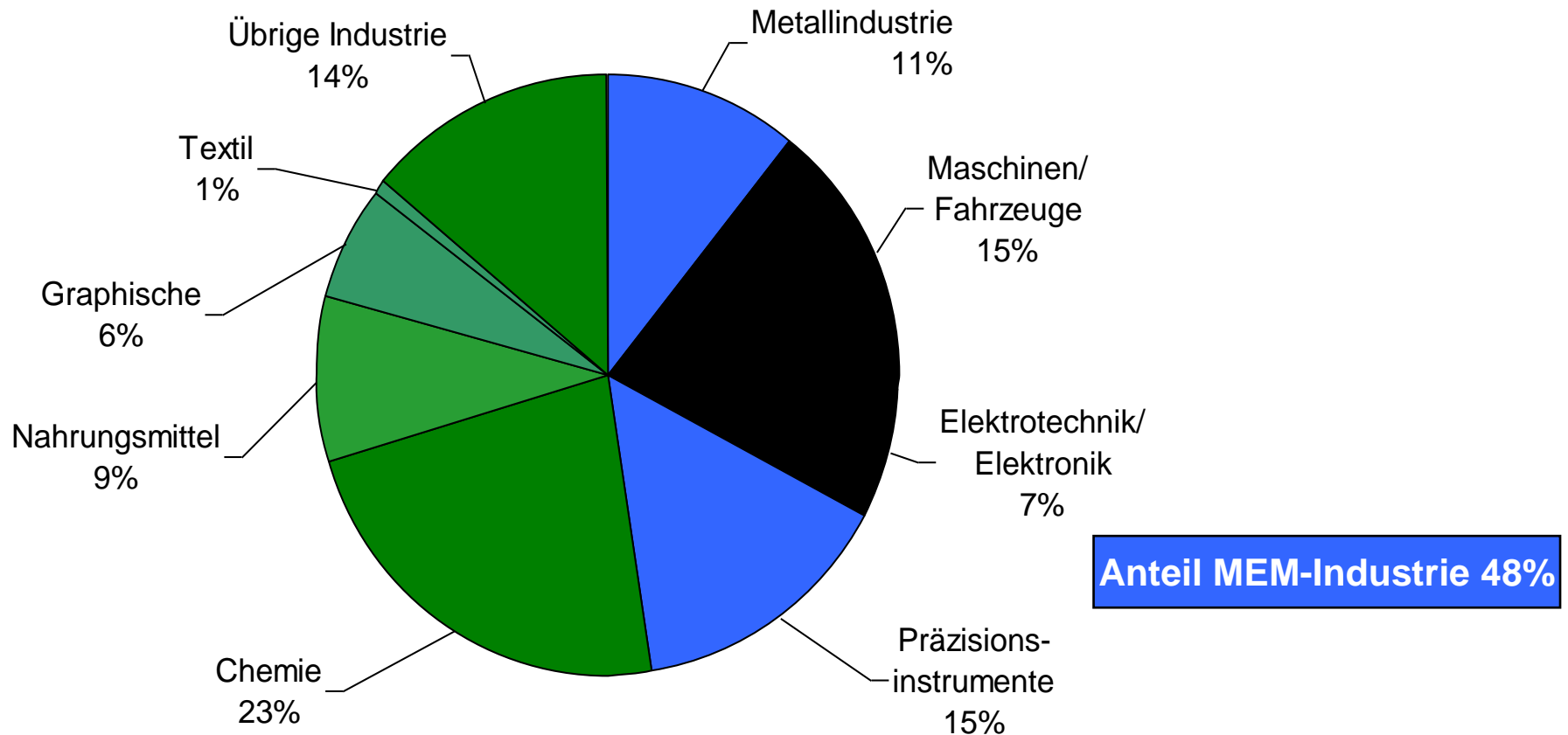
# Lage der Industrie, Währungsproblematik, Energie, Werkplatz und Finanzplatz



Johann N. Schneider-Ammann,  
Vizepräsident economisesuisse / Präsident Swissmem

# Industrielle Wertschöpfung

Gesamte Schweizer Industrie 2009, Branchenanteile in %



# Lage der Industrie

- ▶ **Industrie unterschiedlich stark vom Konjunktur-einbruch betroffen:**

*Pharma-Industrie gut gehalten.*

*Rekordhohe Einbrüche in der MEM-Industrie.*

- ▶ **Einschätzung für die nächsten 12 Monate:**

50% der MEM-Unternehmen erwarten «bessere» und 35% «gleiche» Entwicklung beim Auftragseingang aus dem Ausland (= Exportausblick).

Positive Impulse vorab aus den asiatischen Märkten (China/Hongkong).

# Währungsproblematik

- ▶ **Rasche Aufwertung des CHF gegenüber dem Euro**

*Bis Mitte 2009: CHF 1.51/€, unterdessen CHF 1.44/€ .*

- ▶ **Verschlechterung der preislichen Konkurrenzfähigkeit**

*Gefahr des Verlusts von Marktanteilen bei substantiell geringeren Marktvolumen.*

- ▶ **Bei „übermässiger“ Aufwertung des CHF will SNB intervenieren**

*Was meint die SNB mit „übermässig“? Zulassung der Aufwertung als Beitrag zur Vermeidung zukünftiger Inflation hat Grenzen.*

# Klimapolitik

## ▶ **Schweiz erreicht Kyoto-Ziele**

*Nur möglich mit freiwilligen Massnahmen zahlreicher Unternehmen auf Basis der Vereinbarung konkreter Reduktionsziele mit der Energieagentur der Wirtschaft.*

## ▶ **Kein Schweizer Alleingang in der Klimapolitik**

*Keine Verschärfung der Klimaziele gegenüber dem Vorschlag des Bundesrates.*

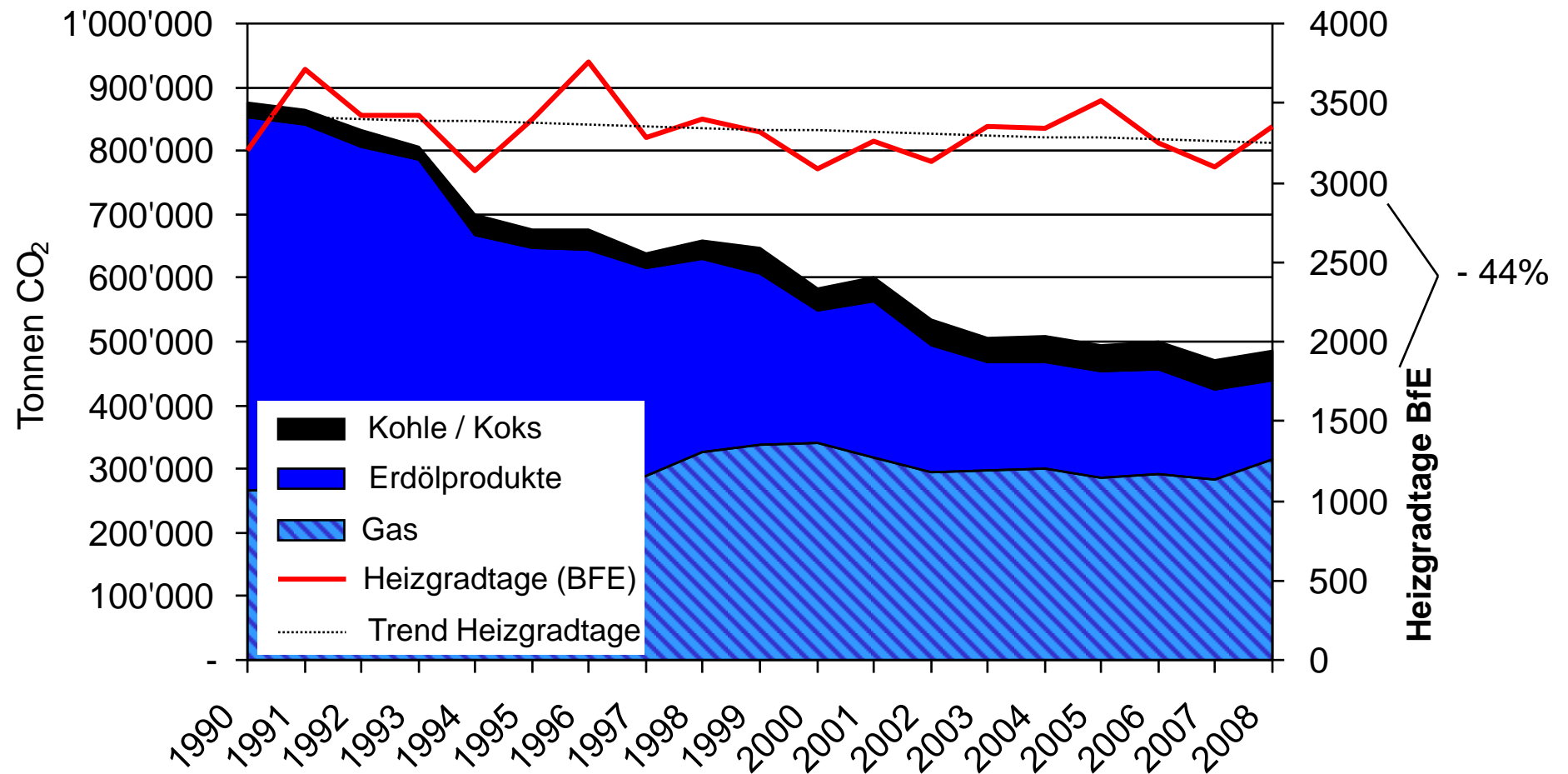
*Auslandkompensationen müssen möglich bleiben, da ökologisch **und** ökonomisch sinnvoll.*

*Vermeidung von «Carbon leakage» und gleichzeitigem Verlust von Industriearbeitsplätzen.*



# CO<sub>2</sub>-Emissionen der Maschinenindustrie

(Swissmem-Mitglieder)



# Werkplatz und Finanzplatz

- ▶ **Hohe gegenseitige Abhängigkeit**

*Industrie braucht einen starken Finanzplatz.*

- ▶ **«Weissgeldstrategie» und Abgeltungssteuer als zielführender Weg**

*Unterstützung der Bankiervereinigung.*

- ▶ **Parlamentarische Debatte zur «Abzockerei»**

Werkplatz favorisiert *indirekten* Gegenvorschlag zur Minder-Initiative.

Jahresmedienkonferenz 2010

# Selbstvertrauen statt Selbsterfleischung



Pascal Gentinetta,  
Vorsitzender der Geschäftsleitung economisesuisse

# Reformbarometer businessseurope

Schweiz in der Spitzengruppe

<b>Above average</b>	Austria - Cyprus - Czech Republic - Denmark - Finland - Germany - Luxembourg - Netherlands - Norway - Poland - Slovakia - Sweden - Switzerland <b>But Losing Ground: Ireland, Slovenia</b>
<b>Below average</b>	<b>But Showing Greater Resilience: Bulgaria, Hungary, France</b> Belgium - Estonia - Greece - Italy - Latvia - Lithuania - Malta - Portugal - Romania - Spain - United Kingdom

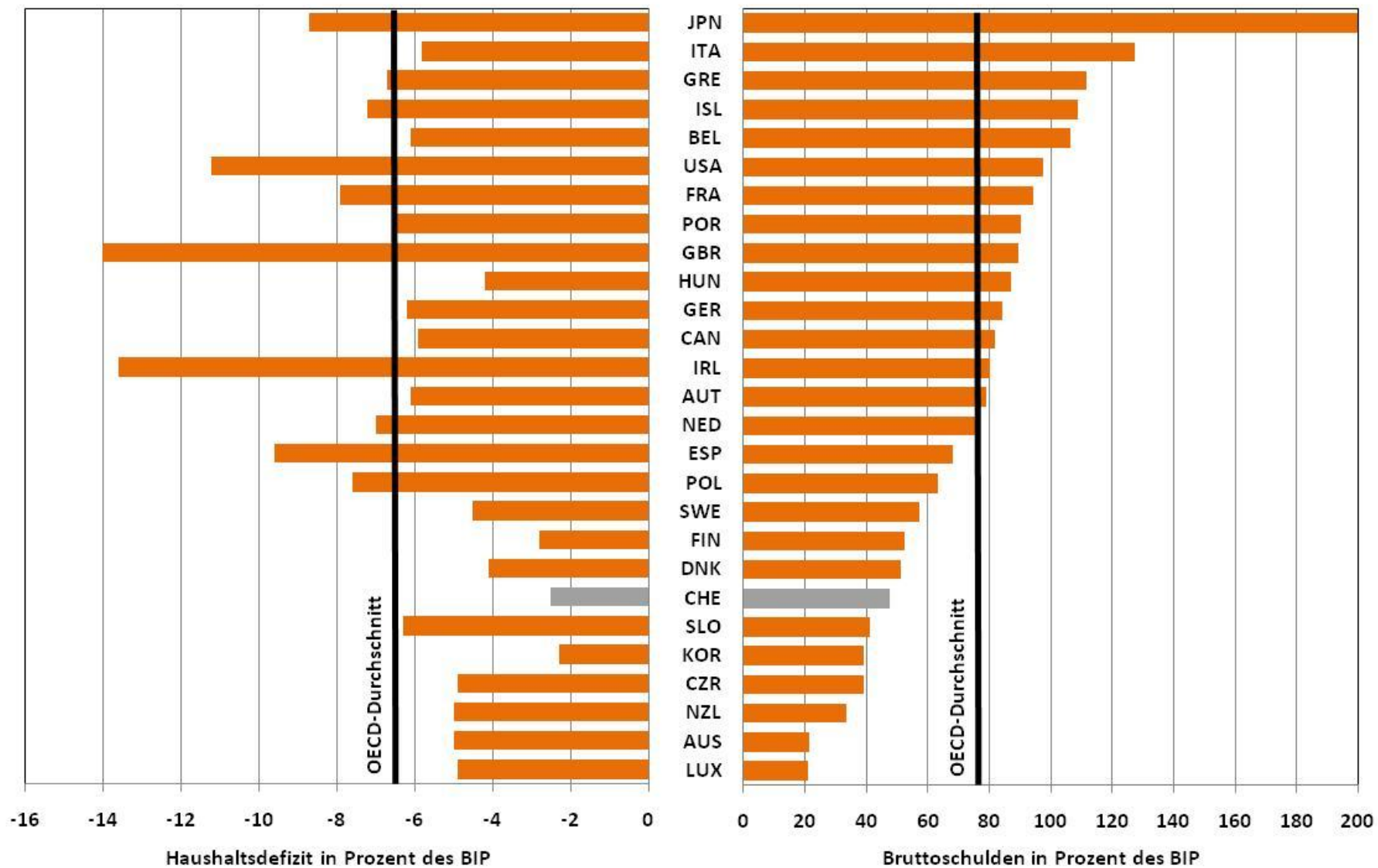
Quelle: businessseurope

# Ranking anhand des Reformbarometers

## Schweiz als Spitzenreiter

Overall RANK	Country	Change in rank from 2008	GDP per capita (PPP)		Public Finances and Fiscal Sustainability		Productivity, Investment and Competitiveness		Employment, Hours Worked and Labour Participation	
			2009	Change from 2008	2009	Change from 2008	2009	Change from 2008	2009	Change from 2008
1	Switzerland	1	3	1	9	6	2	2	2	2
2	Norway	-1	2	0	10	0	1	0	18	2
3	Luxembourg	0	1	0	11	-3	3	-1	24	1
4	Sweden	1	8	-1	12	7	6	0	22	-4
5	Denmark	2	9	1	17	4	10	-1	9	4
6	Netherlands	0	5	0	18	-1	9	-1	11	10
7	Austria	2	6	0	25	-1	7	0	8	3
8	Germany	3	11	0	23	0	4	-1	25	1
9	Finland	-1	12	0	19	-3	11	0	13	3
10	Czech Republic	2	19	0	6	1	17	1	3	-1
11	Ireland	-7	4	-1	20	-7	12	0	16	-7
12	Slovakia	1	22	0	8	-3	16	0	7	5
13	Cyprus	1	17	0	14	-2	23	-1	1	0
14	Poland	7	25	1	4	5	20	-1	5	3
15	Slovenia	-5	18	0	21	-10	19	-2	4	-1
16	Estonia	-1	24	-1	2	2	24	1	15	-10
17	Belgium	-1	7	1	28	0	5	0	28	0
18	France	2	13	0	24	3	8	2	29	0
19	UK	-2	10	-1	26	-1	15	-1	17	2
20	Bulgaria	3	29	0	1	0	28	-1	20	2
21	Hungary	6	23	1	15	7	18	2	10	4
22	Spain	-4	14	0	13	1	13	0	27	-3
23	Latvia	-1	27	0	5	1	22	6	23	-17
24	Lithuania	-5	26	-1	7	-4	25	-2	19	-9
25	Romania	-1	28	0	3	-1	27	2	12	3
26	Malta	0	20	0	16	2	21	0	21	2
27	Italy	1	15	0	27	2	14	1	26	1
28	Greece	-3	16	0	29	-3	26	-2	6	1
29	Portugal	0	21	0	22	-2	29	-3	14	3

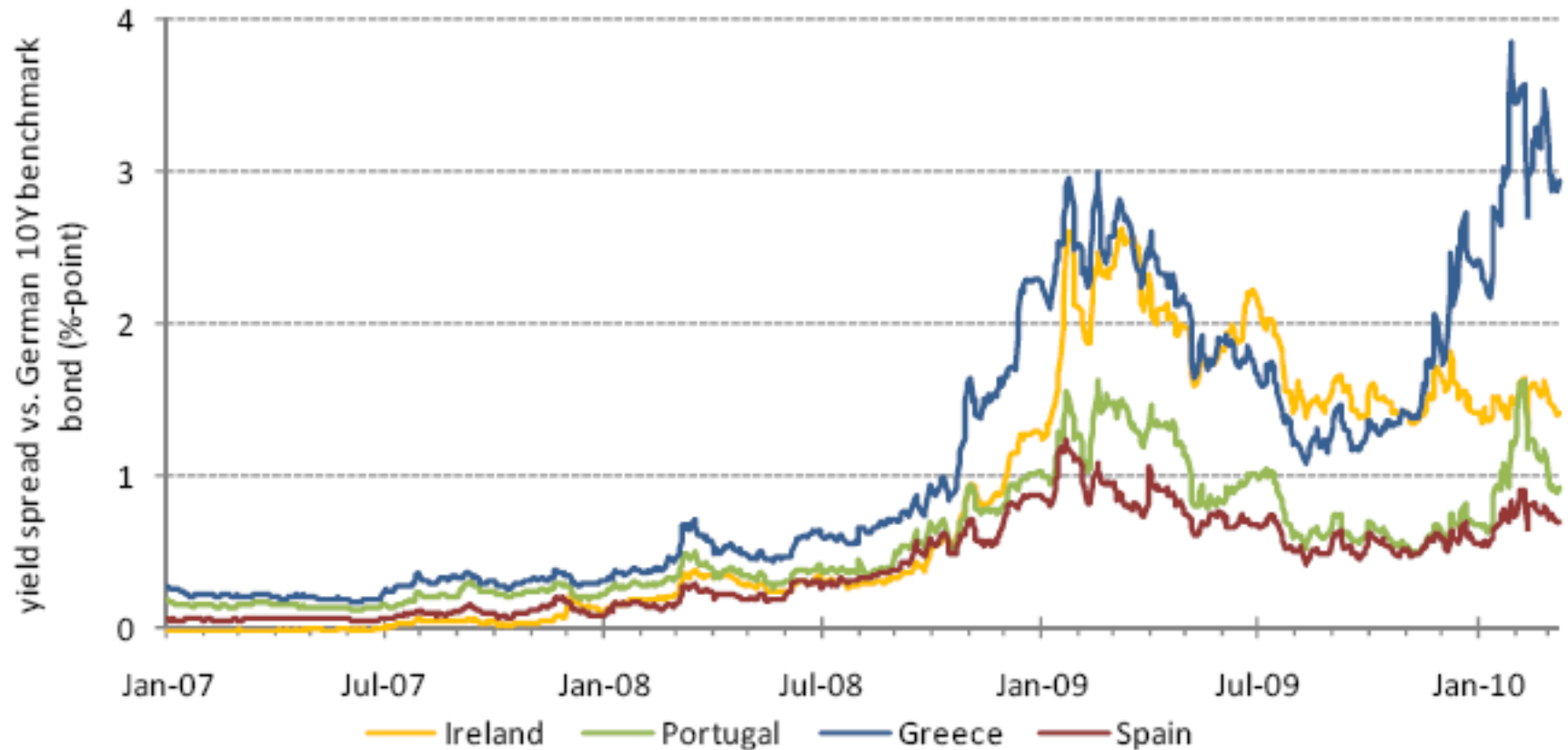
# Schweiz: Finanzpolitisch Spitze



Quelle: OECD Economic Outlook No.85 (2009)

# Tensions on sovereign bond markets

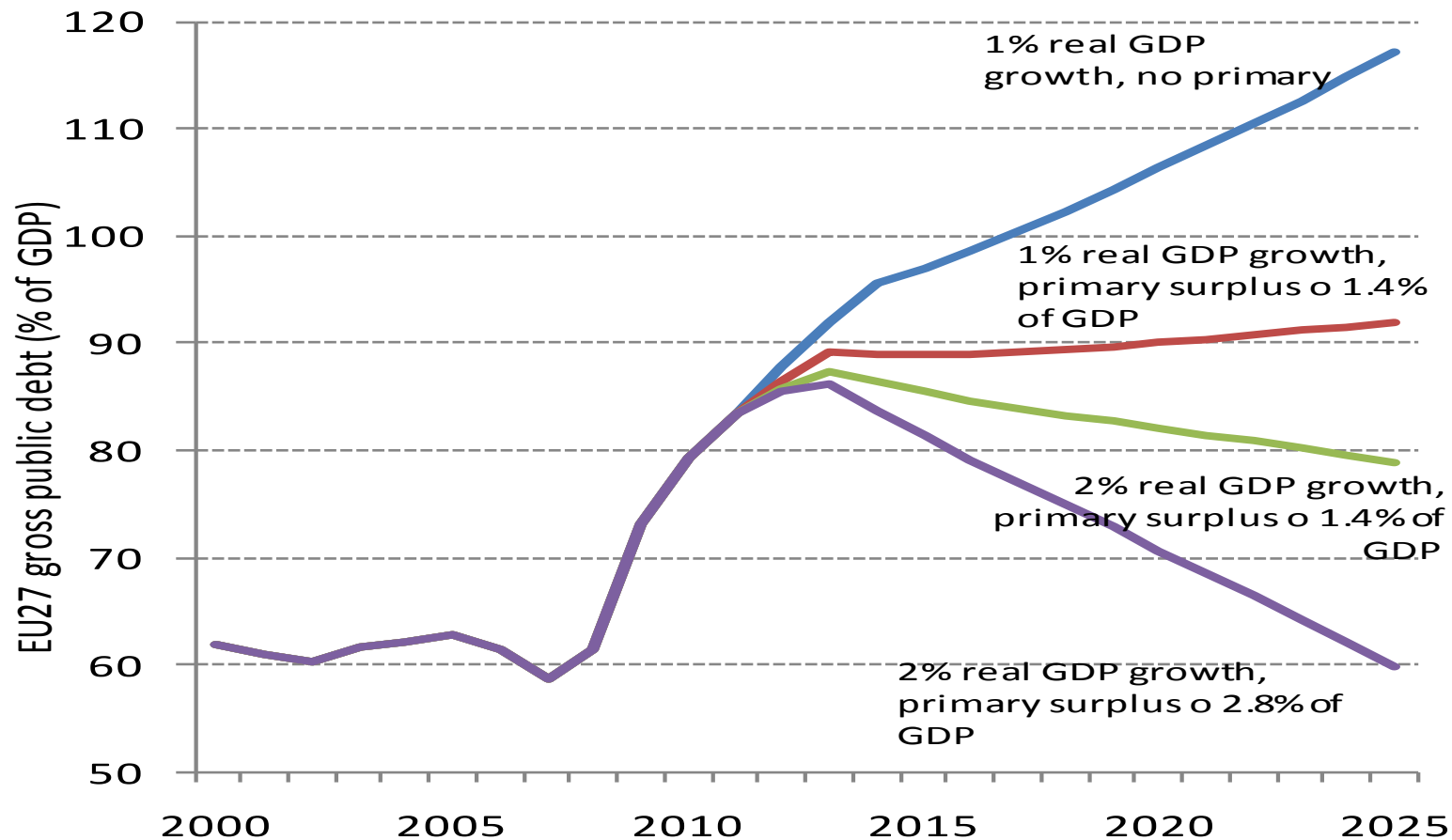
Lasche Finanzpolitik hat ihren Preis



Quelle: *BUSINESSEUROPE, Datastream*

# Enormer Konsolidierungsbedarf

Jährliche Überschüsse von 2,8% und gleichzeitig jährliches Realwachstum von 2% während 15 Jahren erforderlich zur Einhaltung der Maastricht-Kriterien ab 2025





Herzlichen Dank!